

BULLETIN HUMANITAIRE



OCHA

HAÏTI



Photo pour titre OIM

Numéro 1, Septembre 2024

FAITS SAILLANTS

Plus de 702 000 déplacés en septembre, soit une augmentation de 22% depuis juin

P 01

La moitié de la population haïtienne confrontée à une faim aiguë, un chiffre en hausse

P 02

La protection, au cœur de la crise humanitaire en Haïti

P 03

Renforcer la protection contre l'exploitation sexuelle et les abus en formant des leaders locaux en Haïti

P 04

Rencontre humanitaire : entretien avec OCCEDH

P 06

Des exercices de simulation pour la préparation aux catastrophes dans la Grand'Anse et dans les Nippes

P 07

HRP - FINANCEMENTS
(en date du 4 octobre 2024)



\$271,6 millions
Total des fonds
reçus pour Haïti

➔ PLUS DE 702 000 DÉPLACÉS EN SEPTEMBRE, SOIT UNE AUGMENTATION DE 22% DEPUIS JUIN

Selon les [derniers chiffres](#) publiés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans sa Displacement Tracking Matrix, plus de 702 000 personnes sont désormais déplacées en Haïti début septembre. Cette augmentation de 22 % du nombre de déplacés depuis juin (et de 95 % depuis la vague de violences armées de février et mars 2024) reflète l'aggravation continue de la situation sécuritaire et humanitaire à travers le pays. La majorité des mouvements de population proviennent de la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP), où les groupes armés continuent de terroriser de nombreux quartiers. Les trois quarts des déplacés se trouvent désormais en province, dont 45 % dans le Sud, principalement accueillis par des communautés locales. Environ un quart des déplacés (soit plus de 173 000 personnes) sont restés dans

la ZMPAP, où plus de la moitié a trouvé refuge dans des sites.

Environ 54 % des déplacés sont des femmes et 52 % des enfants. Les défis sont considérables, notamment en matière de protection pour les 136 500 déplacés vivant dans des sites, mais aussi pour soutenir les familles d'accueil, dont les ressources s'amenuisent face à cet afflux massif.

Par ailleurs, la rentrée scolaire prévue pour le 1er octobre a mis en lumière la problématique des déplacés accueillant 39 écoles à travers le pays, dont 34 dans la ZMPAP, qui abritent près de plus de 57 500 personnes. Le double enjeu est d'assurer le retour des élèves dans leurs établissements tout en garantissant une relocalisation digne pour celles et ceux qui ont perdu leur foyer et n'ont pu emporter que quelques effets personnels. Les

partenaires humanitaires soutiennent les autorités dans leurs efforts pour réhabiliter

les infrastructures, distribuer des fournitures scolaires et reloger les familles déplacées.



Photo : OIM

LA MOITIÉ DE LA POPULATION HAÏTIENNE CONFRONTÉE À UNE FAIM AIGUË, UN CHIFFRE EN HAUSSE

Haïti connaît l'une des pires crises alimentaires au monde, avec 5,4 millions de personnes incapables de se procurer suffisamment de nourriture, soit la moitié de la population du pays, selon la [dernière analyse de l'IPC](#) (Classification Intégrée de la Sécurité Alimentaire). Les chiffres couvrant la période d'août 2024 à février 2025, publiés par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), révèlent une aggravation alarmante de l'insécurité alimentaire. Parmi les 5,4 millions de personnes souffrant de faim aiguë, deux millions sont en situation critique, luttant contre une faim extrême, la malnutrition et des maladies (Phase 4 de l'IPC). La situation

est particulièrement grave pour environ 6 000 déplacés sur sites Port-au-Prince, confrontés à un niveau de sécurité alimentaire catastrophique (Phase 5 de l'IPC), au bord de la famine.

Les partenaires poursuivent leurs activités dans des conditions d'accès et d'approvisionnement difficiles. Bien que des millions de repas chauds et de bons d'achat ont été distribués pour permettre aux plus vulnérables d'accéder à de la nourriture, les lacunes de financement rendent la distribution de l'aide de plus en plus ardue dans les communautés les plus touchées. Actuellement, 230 millions de dollars manquent pour financer les programmes jusqu'à la fin de l'année. « Haïti est dans une course contre la montre face à la détérioration

de la sécurité alimentaire. Il est temps de saisir l'opportunité de fournir autant d'aide que possible pour inverser la tendance », insiste Wanja Kaaria, Représentante et Directrice Pays du PAM en Haïti.

Par ailleurs, après une visite de haut niveau dans le pays en septembre, la FAO a exhorté la communauté internationale à mobiliser 48 millions de dollars dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire 2024 pour aider 608 000 personnes à travers des activités agricoles d'urgence. La FAO a rappelé que la production alimentaire locale et l'accès aux semences sont des solutions durables et essentielles pour prévenir une crise alimentaire encore plus grave. « Fournir aux ménages touchés par la crise un appui à la production alimentaire



Le lycée Marie-Jeanne à Cité Soleil, Port-au-Prince, 18 septembre 2024. Plus de 5 500 personnes vivent dans cette école. Elles ont perdu leurs moyens de subsistance et ne sont plus en mesure de nourrir leurs familles. PAM/Jonathan Dumont

d'urgence est une solution rentable qui leur permet de produire rapidement leur propre nourriture et d'assurer leur autosuffisance », a rappelé Pierre Vauthier, Représentant de l'organisation en Haïti.

LA PROTECTION, AU CŒUR DE LA CRISE HUMANITAIRE EN HAÏTI

Plus de 3 660 personnes ont été tuées en Haïti depuis janvier, un chiffre qui dépasse déjà celui de l'année 2023, selon le dernier rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. À ce nombre s'ajoutent plus de 1 300 personnes blessées, et plus de 900 victimes d'enlèvements contre rançon, ainsi que les survivant(e)s de violences basées sur le genre (VBG). Avec les attaques répétées de groupes armés depuis le début de l'année, le nombre de cas signalés de VBG a quintuplé entre janvier-février et mars, passant de 250 à 1 543, pour atteindre près de 4 500 en juillet. Parmi ces incidents, 75 % concernent des violences sexuelles. Les femmes représentent 80 % des survivantes, et 16 % sont des filles.

« Dans de nombreux cas, les survivants et survivantes sont arrivés dans nos installations plus de 72 heures après l'agression, ce qui limite leur accès à certains soins essentiels,

tels que la PrEP [prophylaxie pré-exposition, un moyen de prévention des infections] », a déclaré Benoît Vasseur, Chef de mission de Médecins sans Frontières-Belgique. L'ONG a pris en charge plus de 2 400 personnes depuis janvier. « Nos équipes sont également confrontées à la nécessité de trouver un abri et d'autres services pour ces victimes, qui sont largement insuffisants dans le pays », a-t-il ajouté.

À travers les activités du secteur VBG, plus de 15 006 survivant(e)s de violences basées sur le genre ont eu accès à des services psychosociaux, médicaux et d'hébergement d'urgence depuis janvier. Par ailleurs, plus de 13 185 personnes déplacées internes ont bénéficié de services de santé sexuelle et de prise en charge VBG grâce aux cliniques mobiles. Les partenaires ont également formé près de 200 membres du personnel

médical à la gestion clinique des cas de viol et au dispositif minimum d'urgence. Ils ont également soutenu 24 structures de santé pour la fourniture de services liés à la VBG et à la santé sexuelle et reproductive. Cependant, le

secteur de la lutte contre les VBG reste l'un des moins financés en Haïti, avec seulement 17 % des fonds nécessaires couverts dans le Plan de réponse humanitaire, ce qui complique encore davantage la réponse à cette crise urgente.

♀ **RENFORCER LA PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE ET LES ABUS EN FORMANT DES LEADERS LOCAUX EN HAÏTI : ATELIER PSEA AVEC LA DGPC**

Face aux crises multidimensionnelles que traverse Haïti, marquées par des déplacements massifs et la violence des groupes armés, la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) est devenue un enjeu central pour la protection des populations vulnérables. La Direction Générale de la Protection Civile (DGPC), en collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et avec le soutien de l'Union européenne via ECHO, a lancé une série d'ateliers de formation des formateurs sur la PSEA. Le premier de ces ateliers, qui s'est tenu à Port-au-Prince les 17 et 18 septembre 2024, a réuni 15 participants. Au total, 45 personnes bénéficieront de cette formation, qui se déroulera également dans les départements du Sud et de l'Artibonite. Lara Chlela, coordonnatrice PSEA, a souligné l'importance de cette initiative, qui vise à « doter les cadres de la DGPC des compétences nécessaires pour répliquer ces formations au sein de leurs

communautés et renforcer les mécanismes de protection contre les abus. » Elle rappelle que « dans un contexte humanitaire aussi complexe que celui d'Haïti, assurer la PSEA est fondamental pour restaurer la confiance entre les populations et les acteurs humanitaires. »

L'atelier a permis aux cadres de la DGPC de recevoir des outils pratiques, tels que des guides de formation et des stratégies de sensibilisation communautaire, destinés à renforcer la protection au sein de leurs communautés. Le suivi de cette formation sera assuré par des sessions régulières pour évaluer l'impact sur le terrain et soutenir la mise en œuvre de la feuille de route convenue. Selon Lara Chlela, « l'intégration de la PSEA dans tous les aspects du travail humanitaire est indispensable pour protéger les plus vulnérables et garantir que l'assistance est dispensée de manière digne et respectueuse. »



Les participants à l'atelier PSEA des 17 & 18 septembre 2024. Photo : RCO/J. Belizaire

RENCONTRE HUMANITAIRE : ENTRETIEN AVEC CHRISLIE LUCA, DIRECTRICE D'OCCEDH

Les enfants haïtiens, victimes silencieuses de la violence des groupes armés

En Haïti, plusieurs quartiers sensibles de Port-au-Prince sont sous l'emprise de groupes armés, et les enfants en sont les victimes les plus vulnérables. Déjà fragilisés par la précarité de leurs conditions de vie, ils sont souvent enrôlés de force ou exploités, ce qui les prive non seulement de leur éducation, mais aussi de leur avenir. Selon les estimations récentes de l'UNICEF, entre 30 et 50 % des membres de ces groupes armés sont des enfants, contraints d'accomplir diverses tâches, allant du port d'armes à la surveillance de territoires, et dans certains cas, subissant des abus sexuels.

Chrislie Luca, directrice de l'Organisation des Cœurs pour le Changement des Enfants Démunis d'Haïti (OCCEDH), a fait du sort de ces enfants une mission personnelle. « Un grand nombre d'entre eux sont forcés de rejoindre ces groupes sous la menace ou par nécessité de survie. Ils manquent souvent de nourriture et ne fréquentent pas l'école », explique-t-elle, en soulignant que la situation s'est aggravée depuis le début de l'année. Chaque jour, des milliers d'enfants se retrouvent pris dans cette spirale de violence.

L'OCCEDH, en partenariat avec l'UNICEF, s'efforce de soutenir ces enfants à travers des programmes de réinsertion, notamment des formations professionnelles destinées à leur offrir une alternative. « Le manque de soutien structurel constitue un obstacle majeur », affirme Chrislie Luca. Les infrastructures nécessaires pour accueillir ces jeunes ne sont toujours pas opérationnelles, créant un vide criant en matière de centres de réinsertion. « Il est impératif de donner des perspectives positives à ces enfants », insiste-t-elle.

Malgré la complexité de la situation, l'OCCEDH poursuit son combat face à de nombreux défis. Chrislie raconte que 1 700 enfants issus de zones sensibles ont pu participer à des activités éducatives à l'occasion d'une journée spéciale

organisée à Henfrasa, un centre sportif de la ville, leur offrant un rare moment de répit dans leur quotidien difficile. « Ce jour-là, ils ont retrouvé une vie presque normale », se réjouit-elle. Cependant, elle avertit que sans un soutien accru des autorités locales et de la communauté internationale, ces efforts resteront limités. Elle appelle à une action urgente pour mettre en place des structures d'accueil, des programmes d'éducation et pour renforcer la protection de ces enfants, afin de briser le cycle de violence et leur offrir un avenir meilleur.



Chrislie Luca, Directrice de l'Organisation des Cœurs pour le Changement des Enfants Démunis d'Haïti (OCCEDH). Photo : OCCEDH

DES EXERCICES DE SIMULATION POUR LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES DANS LA GRAND'ANSE ET DANS LES NIPPES

La Direction générale de la Protection civile (DGPC), en partenariat avec l'ONG Mercy Corps et grâce au support d'USAID-BHA, a organisé des exercices de simulation dans le sud du pays afin de tester et renforcer la préparation des communautés locales face aux risques de cyclones tropicaux, une menace particulièrement préoccupante cette année, avec des prévisions de trois à cinq ouragans majeurs. Ces exercices, appelés « simex », ont eu lieu dans les communes d'Anse-à-Veau, Fonds-des-Nègres, L'Asile et Petite-Rivière-des-Nippes dans le département des Nippes le 24 septembre, ainsi que dans les communes de Beaumont, Corail et Pestel, situées dans le département de la Grand'Anse, le 26 septembre.

Les exercices sur table, qui simulaient le passage d'un ouragan de catégorie 4 sur la côte sud du pays, consistaient en une série d'activités visant à améliorer la coordination, l'évacuation et la gestion des abris temporaires. Des équipes des centres d'opérations d'urgence communaux (COU) ont été mobilisées pour gérer la réponse immédiate sur le terrain, en collaboration avec les comités communaux de gestion des risques de catastrophe. Plusieurs centaines de personnes ont participé, notamment dans les communautés qui ont simulé une évacuation réelle.

Ces derniers temps, la préparation aux

urgences a bénéficié de l'appui de divers partenaires internationaux, notamment à travers la réhabilitation de structures endommagées par le séisme d'août 2021 ou pendant les troubles sociopolitiques. La Banque mondiale, via le Projet de Gestion des Risques et de Résilience aux Aléas climatiques (PGRAC), a financé la réhabilitation du Centre d'Opérations d'Urgence Départemental du Sud (COUD) ainsi que des centres d'opérations d'urgence communaux (COUC) dans le département du Sud. Elle soutient également la redynamisation des comités communaux de protection civile dans le Sud, la Grand'Anse et les Nippes. De son côté, la Coopération suisse a construit huit centres communautaires multifonctionnels sur la côte sud d'Haïti, avec pour principal objectif de servir d'abris provisoires en cas d'urgence. L'OIM a, quant à elle, réhabilité cinq écoles nationales désignées comme abris temporaires en cas de catastrophe dans le département du Sud.



Comité communal de la protection civile de Pestel pendant l'exercice SIMEX. Photo : DGPC

Pour davantage d'informations, contacter :

Abdoulaye Sawadogo

Chef de bureau

E-mail : sawadogoa@un.org

Claire-Emmanuelle Pressoir

Chargée de communication

E-mail : claire.pressoir@un.org

Les produits d'information de OCHA Haïti se trouvent sur :

<https://response.reliefweb.int/>

<https://reliefweb.int/country/hti>

<https://www.unocha.org/haïti>

